

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (soir) 9 juin 2015

Direction de l'instruction publique

69 2015.RRGR.197 Motion 058-2015 Brand (Münchenbuchsee, UDC) Musée des Beaux-Arts de Berne et collection Gurlitt

N° de l'intervention: 058-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 19.02.2015
Déposée par: Brand (Münchenbuchsee, UDC) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: accordée le 19.03.2015
N° d'ACE: 588/2015 du 13 mai 2015
Direction: INS

Musée des Beaux-Arts de Berne et collection Gurlitt

Le Conseil-exécutif est chargé d'inviter les responsables du Musée des Beaux-Arts (MBAB) à prendre les mesures suivantes :

1. Renoncer à mettre en place le centre de recherche sur la provenance des œuvres de la collection Gurlitt tant qu'il n'est pas certain que le MBAB soit reconnu comme le légataire de Cornelius Gurlitt.
2. Indiquer le montant des dépenses engagées jusqu'à maintenant (frais d'avocat, indemnités et frais généraux).
3. Expliquer pourquoi les questions et les problèmes en rapport avec le droit des successions ont été minimisés face au public et ignorés dans la convention passée avec l'Allemagne.

Développement :

A en croire la presse, il faudra des années avant d'être sûr que le MBAB hérite bel et bien de la collection Gurlitt. La cousine de Cornelius Gurlitt qui remplit toutes les conditions pour demander l'établissement d'un certificat d'héritière conteste le testament. Le litige pourrait durer deux ou trois ans. Il faudra attendre la décision des tribunaux pour savoir si le MBAB peut ou non hériter de la collection. D'ici là, l'administrateur de la succession ne livrera ni la collection, ni les documents la concernant.

Dans ces conditions, il est difficile de comprendre pourquoi le MBAB veut déjà mettre en place le centre de recherche. Les propos du président du conseil de fondation du MBAB sont encore plus incompréhensibles : il a en effet déclaré à la *Berner Zeitung* que les premières dépenses engendrées par le centre de recherche pourraient être couvertes par l'excédent d'actifs de la succession. Si le MBAB n'hérite pas de la collection, ces dépenses seront évidemment à la charge du musée et donc, directement ou indirectement, à la charge des contribuables bernois. C'est un risque que les responsables du musée sont manifestement prêts à prendre puisque d'après le *Bund*, ils essaient de faire financer le centre de recherche par les pouvoirs publics.

On peut aussi partir du principe que les autres dépenses engagées à ce jour iront elles aussi à la charge des contribuables. Il faut donc faire la transparence. Le MBAB ne touche-t-il pas une subvention annuelle de 6,18 millions de francs ?

Il est incompréhensible que les responsables du musée aient distillé au compte-goutte les informations concernant les aspects judiciaires de la succession alors que l'instance a été introduite hier. Il faut corriger le tir.

Motivation de l'urgence :

On ne peut se permettre de créer un centre de recherche sur un héritage qui n'est pas encore effectif.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Musée des Beaux-Arts de Berne (ci-après : MBAB) est une fondation de droit privé et, en tant que telle, il agit à titre indépendant. Le travail accompli et la convention signée dans le cadre de l'affaire relative à la collection d'art de Cornelius Gurlitt lui a valu l'approbation générale, tant au plan national qu'international. Entre-temps, le tribunal des successions de Munich a lui aussi, en première instance, reconnu le MBAB comme légataire de Cornelius Gurlitt. Le Conseil-exécutif ne voit pour le moment pas la nécessité d'inviter la fondation du MBAB à prendre les mesures demandées, notamment pour les raisons suivantes :

Point 1 :

Soucieux de faire preuve de rigueur et de prévoyance dans la gestion de cette affaire, le conseil de la fondation du MBAB a créé les conditions permettant d'engager immédiatement les travaux de recherche sur la collection en cas de décision positive et exécutoire dans la question de l'héritage. Jusqu'ici, rien de concret n'a été entrepris dans ce sens, bien au contraire. L'action du MBAB restera limitée au minimum indispensable jusqu'à ce qu'une décision exécutoire soit rendue. C'est en tout cas ce qu'a déclaré le MBAB dans un communiqué de presse.

Point 2 :

Le MBAB est une fondation de droit privé dotée d'un degré d'autofinancement élevé (environ 40 %). Le Conseil-exécutif voit d'autant moins de raisons de se mêler de la politique de communication du musée qu'une procédure judiciaire est en cours. La communication des coûts relève de la compétence exclusive de la fondation du MBAB. Le Conseil-exécutif souligne aussi que, dans tous les cas, l'examen avisé de cette affaire extrêmement complexe aurait engendré des coûts importants. Les travaux réalisés et les résultats obtenus ont d'ailleurs reçu les éloges de la communauté internationale.

Point 3 :

Le Conseil-exécutif souligne que le testament de Cornelius Gurlitt a été établi en présence d'un notaire et que deux expertises psychiatriques réalisées peu avant l'établissement du testament attestent la capacité de Cornelius Gurlitt de disposer par testament. Une action en annulation du testament n'a été introduite en bonne et due forme que le 16 février 2015 auprès du tribunal des successions de Munich, soit plusieurs mois après la signature de la convention, le 24 novembre 2014. La fondation du MBAB a été soumise à de nombreuses pressions durant la phase de clarification, mais elle a su, de concert avec la République fédérale d'Allemagne et l'Etat libre de Bavière, s'y soustraire avec discernement. Le Conseil-exécutif estime que le MBAB a donc contribué à trouver une solution viable et largement acceptée. Le MBAB a déjà signalé qu'il ne se cramponnerait pas à l'héritage. Il appartient aux tribunaux d'attester la validité du testament. Si celui-ci devait être valide, le MBAB assumerait ses responsabilités.

La juge compétente au tribunal des successions de Munich a, dans son jugement du 23 mars 2015, fait droit à la demande de certificat d'héritier du MBAB et rejeté les prétentions d'Uta Werner, la cousine de Cornelius Gurlitt. Le tribunal a considéré que le testament de Cornelius Gurlitt, qui institue le MBAB comme légataire universel, était valide. Uta Werner a formé un recours contre ce jugement le 27 avril 2015. Le tribunal des successions de Munich a examiné ce recours et maintient son jugement. Le cas va être porté devant le tribunal régional supérieur de Munich, qui devra statuer sur le recours. Il n'est pas possible, dans l'état actuel des choses, de se prononcer sur la durée de cette procédure.

Au vu des motifs exposés, le Conseil-exécutif propose au Grand Conseil de rejeter la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Grossrat Brand zieht den zweiten und den dritten Punkt der Motion zurück. In der Debatte geht es nur noch um den ersten Punkt des Vorstosses. Grossrat Brand hat das Wort.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Mit dieser Motion möchte ich erreichen, dass für eine Erbschaft, die noch gar nicht angefallen ist, seitens des Kunstmuseums oder des Kantons keine Geldmittel ausgegeben werden. Punkt zwei habe ich, wie Sie hören konnten, zurückgezogen, denn die Angaben, die ich verlangt habe, sind inzwischen herausgekommen. In der Jahresrechnung des

Kunstmuseums ist zu sehen, dass der Aufwand, der für die Erbschaft Gurlitt bis jetzt betrieben wurde, im vergangenen Jahr 830 207 Franken betrug. Es sind beachtliche Beträge, die da fliessen. Von daher ist es durchaus interessant, dies zu wissen. Es ist sicher auch richtig, dass das Kunstmuseum, das immerhin etwa zu 60 Prozent öffentlich finanziert wird, dies auch bekannt gibt. Das macht es auch; es ist transparent. Ich bin etwas erstaunt, dass die Regierung Punkt eins ablehnen will, denn sie sagt am Schluss ihrer Antwort, man hätte diesen Punkt auch annehmen und abschreiben können. Ich verlange bekanntlich, dass der Regierungsrat die Verantwortlichen des Kunstmuseums auffordert, «den Aufbau einer Forschungsstelle zur Aufarbeitung des Gurlitt-Erbes auszusetzen, bis klar ist, ob das Kunstmuseum Bern überhaupt als Erbe von Cornelius Gurlitt anerkannt wird». Ich verlange nicht, auf den Aufbau der Forschungsstelle zu verzichten, sondern möchte, dass damit gewartet wird, bis klar ist, ob das Kunstmuseum tatsächlich Erbe wird oder eben nicht. Wenn man diesen Punkt genau liest, könnte man ihn einfach annehmen und nachher abschreiben. Ich bitte den Rat, dies so zu machen.

Beat Giaque, Ittigen (PLR). Obwohl nun die Punkte zwei und drei zurückgezogen worden sind, möchte ich festhalten, dass das Kunstmuseum Bern gute Arbeit leistet. Der Jahresbericht, der die Zahlen enthält, liegt seit Mai vor. Ein solches Unternehmen braucht jedoch auch «unternehmerische Freiheit» für gewisse Aktivitäten; die Verantwortung soll beim Kunstmuseum bleiben. Der Vorstoss hat bei uns natürlich auch ein Stück weit den Eindruck erweckt, dass man vor explosiven Kostenentwicklungen Angst hat. Da mag im Hintergrund auch mitgespielt haben, dass allen noch das Zentrum Paul Klee in Erinnerung ist. Da man nicht so genau weiss, was noch alles kommt, reichte man vorsorglich diesen Vorstoss ein. Seit der Vorstoss eingereicht wurde, ist einige Zeit verstrichen. Zu Punkt eins: Aus Sicht der FDP gibt es auch eine andere Tatsache. Sei es in der Politik oder in Unternehmen, im Militär oder in Sicherheitsdiensten, sei es bei Linienpiloten oder im Gesundheitswesen: Man muss immer im Voraus Überlegungen anstellen, was passieren könnte. Gewisse Vorleistungen müssen erbracht werden, ohne dass man genau weiss, ob sie sich rechnen. Die Bereitschaft, gewisse Aktivitäten an die Hand zu nehmen, bevor es so weit ist, muss vorhanden sein. Man könnte sagen, man bleibe bei der bernischen Tradition, nicht so schnell zu machen, und die Bilder und das Erbe sollen noch etwas warten: Man mache nichts, bis man Klarheit habe. Das steht aber ein Stück weit sicher im Gegensatz zum internationalen oder nationalen Interesse. Man möchte wissen, um was für Werke es sich handelt, die dereinst ausgestellt werden sollen. Die Gründe haben sich daher aus Sicht der FDP nicht geändert. Ich habe bereits bei der Debatte zur Motion Leuenberger gesagt, dass für uns auch ein Stück weit das Image im Vordergrund; das Signal, das man aussendet, wenn man stets fragt, was es letztlich kostet. Im Jahresbericht des Kunstmuseums Bern steht, dass die Vorleistungen auch wieder eingebracht werden können, wenn das Ganze funktioniert. Die Motion heisst «Das Ganze halt!». Wir haben es etwas anders verstanden: Halt zur Motion, auch wenn es nur noch um den Punkt eins geht.

Fritz Wyss, Wengi (UDC). Die Fraktion SVP unterstützt einstimmig Punkt eins der Motion mit gleichzeitiger Abschreibung. Weshalb? – In seiner Antwort bestätigt der Regierungsrat, dass der Stiftungsrat des Kunstmuseums Bern im Sinn von sorgfältiger und vorausschauender Geschäftsführung die Voraussetzungen in Bezug auf die Forschungsstelle geschaffen hat, um nach einem positiven und rechtskräftigen Entscheid in der Erfrage umgehend die Forschungsarbeit an der Sammlung aufnehmen zu können. Er schreibt aber selbst, von einer Aufnahme der Arbeiten könne zurzeit keine Rede sein. Für uns heisst das auf gut Deutsch für den jetzigen Zeitpunkt nichts anderes als Annahme und gleichzeitige Abschreibung von Punkt eins der Motion.

Jakob Etter, Treiten (PBD). Eine solche Chance kommt vermutlich nur einmal im Leben oder in der Geschichte des Kunstmuseums Bern. Wollen wir diese Chance packen oder wollen wir sie an uns vorbeigehen lassen? Kultur macht eben nicht an den Landesgrenzen halt; Kultur ist grenzüberschreitend. Wir sind mit dem Motionär einig, dass man die Gurlitt-Sammlung nicht tel quel übernehmen darf. Es ist absolut richtig, dass Fachleute die Sammlung kritisch beurteilen. Genau dafür, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, muss die Forschungsstelle eingerichtet werden, wobei sie nicht nur für diese Sammlung eingerichtet wird: Sie kann auch eine Dienstleistung für andere Museen sein. Ich zitiere aus der Medienmitteilung des Kunstmuseums Bern vom 28. April 2015: «An der gegenwärtigen Lage ändert sich nichts.» Das war kurz nach dem Gerichtsentcheid aus München. Und: «Die Aktivitäten des Kunstmuseums Bern in Sachen Gurlitt bleiben aufs Allernotwendigste beschränkt.» Nun folgt der entscheidende Satz: «Insbesondere wird die geplante

Forschungsstelle ihre Arbeit vorläufig nicht aufnehmen.» Das entspricht dem, was Punkt eins der Motion verlangt. Ich darf daran erinnern, dass im September eine Motion von Samuel Leuenberger vom Rat abgelehnt wurde, in der es darum ging, keine Steuergelder für die Gurlitt-Sammlung einzusetzen. Ich habe im Tagblatt nachgesehen: Erstaunlicherweise hat eine überwältigende Mehrheit der SVP die Motion damals abgelehnt. Wahrscheinlich kam sie von der falschen Seite. Damals wäre der Moment gewesen, um diesen Zug anzuhalten. Jetzt fährt er, und wir müssen ihn fahren lassen. Da es nur noch um Punkt eins der Motion geht, sind wir bereit, ihn anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben.

Roland Näf-Piera, Muri (PS). Jakob Etter hat treffend zitiert. Das würde effektiv für die Argumentation von Peter Brand sprechen, wonach man den Punkt annehmen und abschreiben kann. Trotzdem wird die SP-Fraktion nicht zustimmen können, und zwar aus folgendem Grund: Das Kunstmuseum hat einen Leistungsvertrag. Jetzt müssen wir uns die Frage stellen, was das heisst. Wenn wir zu einem Leistungsvertrag ja sagen, bedeutet dies gleichzeitig nein zu inhaltlichen Vorgaben. Wir geben dem Unternehmen finanzielle Vorgaben, und es arrangiert sich anschliessend selbst. Besonders stark muss dies in der Kultur gelten. Wir dürfen uns dort nicht einmischen. Wir würden vieles kaputt machen. Wir müssen auch uns selbst gegenüber ehrlich sein in diesem Rat: Die meisten von uns wären wahrscheinlich zu wenig kompetent, um – vor allem was das Künstlerische anbelangt – weitere Aussagen zum Wert einer solchen Sammlung zu machen. Die SP hat grosses Vertrauen ins Kunstmuseum. Die Verantwortlichen waren sehr vorsichtig. Das könnte man auch in der Medienmitteilung sehen, aus der Jakob Etter vorhin vorgelesen hat. Wir bitten die Ratsmitglieder daher um Zurückhaltung gegenüber dieser Institution. Es ist, wie erwähnt wurde, eine riesige Chance für Bern.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Lieber Peter Brand, ich glaube wir sind uns einig: Diesem geschenkten Gaul schaut man ins Maul, denn er könnte faule Zähne haben. Es geht nun, wie ich gehört habe, gar nicht mehr darum, dass die Forschungsstelle bestritten wird, sondern lediglich darum, dass sie nicht vorher aufgebaut werden soll. In dem Sinn können wir den ersten Punkt annehmen und gleichzeitig abschreiben. Es spielt von daher keine Rolle. Man soll die Sammlung dann prüfen, wenn sie wirklich da ist.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Auch die EVP kann dem zustimmen. In der Presse konnte man in der Tat vieles lesen. Man hatte Schwierigkeiten, die ganze Angelegenheit zu beurteilen. Aufgrund der Motion von Samuel Leuenberger im vergangenen Jahr, bei der der Regierungsrat bereits sehr gründlich darüber Auskunft gegeben hat, kamen wir aber zum Schluss, dass uns dies reicht. Auch wir werden deshalb den ersten Punkt annehmen und abschreiben.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Wir machen nun alle gut mit. Aus meiner Sicht handelt es sich etwas um eine Wahlkampfmotion. Das ist dein gutes Recht, Peter Brand, aber ich sehe den Sinn von Punkt eins nicht ein. Wenn er angenommen wird, werde ich ihn ganz sicher abschreiben. Die wesentlichen Probleme mit der ganzen Sammlung Gurlitt sind nicht diejenigen, die Peter Brand anspricht, sondern die ganze Thematik der Raubkunst und der «entarteten» Kunst, die sauber erforscht werden muss. Wir organisieren am 28. August um 19 Uhr im Kunstmuseum einen sehr spannenden Anlass, ein Podiumsgespräch, an dem unter anderen hochkarätigen Personen auch Bernhard Pulver anwesend sein wird. Dazu lade ich Peter Brand gerne ein, damit er vernimmt, was man zu dieser ganzen Gurlitt-Frage sonst noch diskutieren kann.

Stefan Oester, Belp (UDF). Die EDU unterstützt die Motion in diesem ersten Punkt und hilft auch abschreiben. Seit September 2014, als der Rat zum letzten Mal über das Gurlitt-Erbe diskutierte, haben wir unsere Meinung nicht geändert. Wir waren schon damals dagegen und haben uns Zurückhaltung auf die Fahnen geschrieben. Wir sollten nicht vopreschen, sondern die Entwicklung mit Augenmass beobachten. Entsprechend unterstützen wir heute diesen ersten Punkt und schreiben ihn gleichzeitig ab.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Vor einem knappen Jahr wurde bereits einmal über dieses Thema diskutiert. Damals war der Grosse Rat klar der Meinung, das Gurlitt-Erbe sei für das Kunstmuseum Bern und den Kunstplatz Bern in erster Linie eine Chance. Die vorliegende Motion sucht vor allem ein Haar in der Suppe. Der Titel lautet bekanntlich: «Das Ganze

halt!» Der Inhalt ist etwas anders als der Titel. Es geht vor allem um Annahme und Abschreibung des ersten Punkts. Dies ist für uns kein Problem, wenn man es so versteht, wie Grossrat Brand es gesagt hat. Ich möchte jedoch auf Folgendes hinweisen. Die Motion sagt: «Der Regierungsrat wird beauftragt, die Verantwortlichen des Kunstmuseums aufzufordern, den Aufbau einer Forschungsstelle zur Aufarbeitung des Gurlitt-Erbes auszusetzen, bis klar ist, ob das Kunstmuseum Bern überhaupt als Erbe von Cornelius Gurlitt anerkannt wird.» Ich bezweifle, dass es sinnvoll wäre, die Verantwortlichen des Kunstmuseums zu etwas aufzufordern, das sie ohnehin bereits beschlossen haben und wozu wir immer in Kontakt mit ihnen standen. Grossrat Näf sagte vorhin, dass der Kanton mit dem Kunstmuseum eine Leistungsvereinbarung abgeschlossen hat und eine bestimmte formelle Beziehung zu ihm hat. Es stellt sich daher die Frage, ob die Regierung jeweils intervenieren soll, wenn sich irgendetwas ereignet. Selbstverständlich stehe ich in ständigem Kontakt mit den Verantwortlichen. Man kann von daher unterschiedlicher Meinung sein. Es ist jedoch kein grosses Problem.

Ich möchte noch einmal darauf hinweisen, dass das Kunstmuseum Bern mit diesem Erbe enorme ökonomische Risiken hätte auf sich nehmen können. Darüber haben wir im vergangenen September diskutiert, und zwar anlässlich der Motion Leuenberger. Dank einer extrem guten Vereinbarung mit Deutschland konnte das Kunstmuseum praktisch alle Risiken ausschliessen; sie werden von Deutschland übernommen. Das Kunstmuseum erhielt dafür international sehr viel Lob. Man dürfte also auch einmal erwähnen, dass das Kunstmuseum alles richtig gemacht hat. Man braucht den Regierungsrat nicht aufzufordern, dem Kunstmuseum auf die Finger zu hauen und zu intervenieren. Ich glaube, dass durchaus noch Probleme auf uns zukommen werden und dass noch nicht alles in Butter ist. Würdige Ausstellungen mit dem Gurlitt-Erbe zu organisieren, wird eine grosse künstlerische Herausforderung sein. Damit holt man Zehntausende von Besuchern nach Bern. Das ist für den Kunstplatz, aber sicher auch für den Tourismusplatz Bern von einigem Interesse. Viele Leute aus Deutschland, aber auch aus anderen Ländern werden anreisen. Es ist eine Herausforderung, aber auch eine Chance: Damit lassen sich, ehrlich gesagt, auch Einnahmen generieren. Auch Raubkunst und die Ausleihe von Werken an deutsche Museen sind ein Thema. Das gut zu machen, ist ebenfalls eine Herausforderung. Schliesslich geht es auch um die Frage, wie man mit Raubkunst umgeht, die nicht zum Gurlitt-Erbe gehört, sondern sich sonst in Schweizer Museen befindet. Auch dies wird ein Thema und eine Herausforderung für die Schweiz sein, hat jedoch keinen Zusammenhang mit Gurlitt. Aus meiner Sicht ist es vor allem eine Chance für den Kunstplatz Bern und auch für das Projekt Zentrum Paul Klee/Kunstmuseum. Das Kunstmuseum geht mit dem Gurlitt-Erbe sehr vorsichtig um. Es hat zum Beispiel von sich aus beschlossen, die Forschungsstelle selbstverständlich erst aufzubauen, wenn über das Erbe entschieden ist. In dem Sinn rennt die Motion offene Türen ein. Es gibt unseres Erachtens keinen Grund, den Regierungsrat zum Intervenieren aufzufordern. Man kann Punkt eins der Motion jedoch ohne Weiteres annehmen und abschreiben.

Le président. Grossrat Brand wünscht noch einmal das Wort.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Die Signale, die das Kunstmuseum eine Zeitlang ausgesendet hat, waren etwas widersprüchlich. Zuerst hatte es geheissen, die Finanzierung der Forschungsstelle sei während eines Jahres aus dem Mitteln der Stiftung gesichert. Nachher wurde auch gesagt, man werde von anderen öffentlichen Institutionen Geld verlangen, um die Forschungsstelle zu betreiben. Von daher war es eben nicht von Anfang an völlig klar, dass man tatsächlich mit den Arbeiten nicht beginnen will. In der Zwischenzeit wurde dies geklärt, deshalb kann man annehmen und abschreiben. Ich stelle zudem nicht die Forschungsstelle als Ganzes infrage. Da bin ich derselben Meinung wie Bettina Keller: Wenn das Erbe angefallen ist, muss man sehr genau prüfen, worum es sich handelt, und muss die Raubkunst vom Rest, den man behalten kann, trennen. Das kann man aber erst machen, wenn das Erbe tatsächlich angefallen ist. Im Moment hat es noch keinen Sinn. Ich teile die Sicht von Bernhard Pulver, der vorhin gesagt hat, das Ganze sei eine Chance für das Kunstmuseum Bern, die man packen müsse. Es hat jedoch keinen Sinn, Aufwendungen zu machen, bevor wir wissen, ob wir das Erbe wirklich erhalten.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung. Zuerst stimmen wir über Annahme oder Ablehnung von Punkt eins der Motion ab: Wer Punkt eins als Motion annehmen will, stimmt ja, wer ihn ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	71
-----	----

Non	56
-----	----

Abstentions	1
-------------	---

Le président. Der Rat hat Punkt eins angenommen. Wer Punkt eins abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui	125
-----	-----

Non	1
-----	---

Abstentions	0
-------------	---

Le président. Der Rat hat Punkt eins abgeschrieben.